

Rapport de l'Evaluation Rapide Multisectorielle des besoins

Province d'Ituri, Territoire de Djugu, Chefferie Bahema Badjere, Groupement Djaiba, localité de Ngopu.

Axe : Bule –Ngopu

Zones de santé de Fataki

Aires de santé de : Bule

Période de l'évaluation : du 24 au 26 mars 2020

Date du rapportage 27 mars 2020

Pour plus d'information, Contactez :
Justin MATUNGULU (Justin.Matungulu@avsi.org)
 Téléphone : +243 829682944
 Ou
Bienvenu Tony(bienvenutony2@gmail.com)
 Téléphone : +243820919856

1 Aperçu de la situation

1.1 Description de la crise

Nature de la crise :	☐ X Conflit ☐ X Mouvements de population ☐ Epidémie ☐ Crise nutritionnelle	☐ Catastrophe naturelle ☐ Violences électorales ☐ Autre	
Date du début de la crise :	Début crise : 18 Décembre 2017 Date d'arrivée de déplacés dans la zone évaluée: 11 Juin 2019	Date de confirmation de l'alerte : xxxxx	
Code EH-tools	ERM Alertes EHT 3319 (ZS Fataki)		
Si conflit :			
Contexte de la zone évaluée, partenaires présents dans la zone	La crise communautaire dans la Province de l'Ituri qui a débuté en novembre 2017, a occasionné de nombreux mouvements des populations dans le territoire de Djugu où les rivalités entre Hema et Lendu sont exacerbées, au mépris total des droits de l'homme. En dépit des efforts conjugués par les autorités nationales et provinciales, particulièrement des FARDC, la crise s'est davantage installée au sein des communautés. Les personnes directement ou indirectement affectées vivent de plus en plus dans une vulnérabilité sans pareil. Plusieurs ménages, essentiellement de la communauté Hema, ont été ainsi forcés de quitter leurs milieux d'origine à cause de l'insécurité et violations massives des droits humains pour se déplacer vers les villages proches à la recherche de la quiétude et du mieux-être, abandonnant forcément leurs maisons, champs, moyens de subsistances et autres biens de valeur. Ainsi, en juin 2019, les atrocités produites par les groupes des CODECO dans les groupements Dhendro, N'gle, Sumbuso, Ddz'na, Dhedja et Mayalibo ont obligé aux hommes, femmes, enfants regroupés en plus ou moins 300 ménages de se déplacer vers le village		

Ngopu situé dans le groupement Djaiba, chefferie des Bahema Badjere.

La plupart des déplacés internes (IDPs) ont été accueillis dans des familles apparentées ou non et d'autres vivent dans des sites spontanés situé non loin de l'école primaire 1 Ngopu. Selon les déplacés qui sont dans ce site, ils renseignent que ce site est payant moyennant 2000 Fc ou en accomplissant un travail journalier agricole (labourer 8 x15 mètres). D'après les autorités locales et d'autres leaders communautaires, ils disent que ce site est gratuit. En dehors du site de Ngopu, d'autres déplacés se sont installés dans Sapali depuis le 26 décembre 2019 dans un site aménagé par l'ONG Danish Refugee Council (DRC). Le site de Sapali a accueilli environ 270 ménages composés d'environ 1650 personnes. Les IDPs vivant à Ngopu et Sapali éprouvent des nombreuses difficultés en matière de survie et moyens de subsistance.

La situation de protection reste précaire, car certains incidents ont été enregistrés et dont les hommes en uniformes seraient auteurs. Des cas d'extorsions et restriction de liberté font partis de ces incidents.

Comme dit ci-haut, une assistance en abris et Wash a respectivement été fournie par DRC, Tear Fund et PPSSP au profit de ces déplacés. Cependant les besoins les plus éprouvés par ces IDPs sont ceux d'une assistance alimentaire, au vu de la précarité de l'insécurité alimentaire sur le site et de la protection (liberté de circulation, non extorsion de biens, etc.).

La présente évaluation rapide multisectorielle (ERM) a permis ainsi d'identifier les besoins prioritaires éprouvés par les déplacés internes se trouvant dans les localités Ngopu, Tsukpa et Tchamsa (Sapali). outre cela, cette ERM va permettre de mettre à jour les informations/données de déplacés vivant dans ces zones évalués auprès de la communauté humanitaire de l'Ituri.

Si mouvement de population, ampleur du mouvement :

Localité/village (si possible, coordonnées GPS)	Population Autochtones (ménage)	Population Déplacée (ménage)	Pression de déplacés sur les autochtones en termes de %
Ngopu 1° 54' 46,14" N/S 30° 54' 00,01" E	159 (soit 959 personnes)	133 (soit 800 personnes)	83,6
Tsukpa 1° 58' 17,603" N/S 31° 37' 04,727" E	56 (soit 336 personnes)	729 (soit 3645 personnes)	1301,7
Tchamsa (Sapali) 1° 55' 17,964" N/S 30° 37' 6,036" E	95 (soit 571 personnes)	270 (s soit 1650 Personnes)	284,2
Total	310	1132	

Sources d'informations : le centre de santé de Bule, les autorités locales, les leaders des IDPs.

Dégradations subies dans la zone de départ/retour	Les assaillants qui ont occasionné les atrocités dans les zones de départ des déplacés ont commencé par le pillage de plusieurs bien de valeurs, ils ont violé deux femmes, orchestré des tueries et poignardé d'autres personnes avec les machettes.	
Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil	En km : +/-10 à 46 km En temps parcouru : 1 jour	
Lieu d'hébergement	☐ X Communautés d'accueil ☐ X Sites spontanés ☐ X Centres collectifs	☐ Camps formels ☐ Autres, préciser _____
Possibilité de retour ou nouveau	La zone de départ n'offre pas encore de garantie sécuritaire pour le retour des ménages en	

déplacement (période et conditions)	déplacement.
Si épidémie : pas d'épidémie dans la zone mais il est à signaler que les déplacés vivent aussi dans la psychose de la pandémie de Coronavirus dont ils suivent les informations à la radio et à travers leurs familles ou connaissances.	
Localisation des personnes affectées par cette crise (nouveaux déplacés)	
Zones de santé	Cas confirmés Cas suspects Décès Zone de provenance
Perspectives d'évolution de l'épidémie	RAS.

1.2. Profile humanitaire de la zone

Crises et interventions dans les 12 mois précédents

Crises	Réponses données	Zones d'intervention	Organisations impliquées	Type et nombre des bénéficiaires
			MEDAIR	
	Abris (maisons, couvertures, Nattes et paquets de Biscuits)	Site de Tchamsa (Sapali)	DRC	270 ménages IDPs
	Latrines	Ngupu	WHH	35
	Latrines	Ngupu	PPSSP	12
	Latrines	Ngupu	TEAR FUND	15
	Ration alimentaire (Farine de Maïs, Haricot, Huile et Sel)	Site de Tchamsa (Sapali)	PAM	270
Sources d'informations		Les autorités locales, les IDPs et le CS de Bule		

2 Méthodologie de l'évaluation

Type d'échantillonnage :	L'évaluation a pris en compte trois localités dont Ngupu, Tsukpa et Tchamsa (Sapali).
Carte de la zone évaluée en indiquant les sites visités	
<u>CARTE DE L'ERM DE L'AXE EVALUE</u>	
Techniques de collecte utilisées	Les focus groups hommes-femmes - enfants (déplacés, autochtones), les visites ménages, les interviews avec les informateurs clés, les observations directes, la revue documentaire, visites aux infrastructures de base sont des techniques qui ont été utilisées pour réunir les informations sur les besoins la zone évaluée.
Composition de l'équipe	Cette évaluation a été réalisée par le consortium AVSI- Caritas. L'équipe était composée de sept enquêteurs (évaluateurs multisectoriels) et un chauffeur.

3 Besoins prioritaires / Conclusions clés

Besoins identifiés (en ordre de priorité par secteur, si possible)	Recommandations pour une réponse immédiate	Groupe cible
Besoins en Sécurité alimentaire et Moyens de subsistance : - Vivres (Farine de manioc, haricots, huile végétale, sel) - Champs et intrants agricoles - Cash monétaire	- Livrer de l'assistance en vivre et ou en cash susceptible de procurer de la nourriture aux ménages déplacés et communauté Hôte ;	- Déplacés et - Communautés d'accueil
Besoins en Abris/AME : - Bâches ; - Les habits; - Supports de couchage et couvertures ; - Les ustensiles de cuisine, récipients de puisage et stockage de l'eau.	- Organiser une assistance en AME ou cash ; - Distribuer des bâches pour se constituer des abris d'urgence autour des familles d'accueil. - Construire des abris avec des compartiments des enfants et parents dignité/confidentialité des parents - Augmenter la capacité d'accueil des abris des familles d'accueil.	- Déplacés et - Familles d'accueil
Besoins en éducation et protection : - Faible capacité d'absorption des élèves et insuffisance des pupitres dans les écoles évaluées ; - Manque des bâtiments de fonctionnement des certaines écoles ; - Les enseignants non appuyés ; - Construction des infrastructures scolaires et sanitaires (latrine, baquet de poubelle et laves Mains)	- Mettre en place des salles d'urgence pour augmenter la capacité d'accueil des écoles en place enfin de répondre au besoin d'absorption - Equiper les écoles en pupitres et tableaux; - Doter les écoles des kits didactiques et récréatifs ; - Doter les enfants déplacés des kits scolaires.	- Déplacés et enfants des communautés d'accueil
Besoins en Santé et Nutrition : - Manque des médicaments et équipements médicaux dans les postes de santé - Manque d'informations par les déplacés sur la gratuité de soins au centre de santé à Bule	- Appuyer le poste de santé en équipement médical pour une bonne prise en charge ; - Assurer la gratuité des soins aux ménages déplacés et aux familles d'accueil ; - Organiser des cliniques mobiles au profit de ces communautés en détresse pour permettre aux IDPs et familles d'accueil d'accéder facilement aux soins ; - Appuyer le Poste de Santé en kit pep, et prévenir des cas de Viol dans le village	- Déplacés et familles d'accueil
Besoins en protection - Non dénonciation des cas de	- Organiser des sensibilisations et formations sur la protection en générale dans les localités évaluées pour aider ces communautés à faire	- Déplacés, communautés hôtes. Autorités locales.

SGBV - Insuffisance de la formation et sensibilisation, - Difficile cohabitation entre les IDPs et Communauté Hôte ; - Tracasseries des hommes en uniformes vis-à-vis des populations civiles ; - Insuffisance des points d'eau qui crée de querelles entre les déplacés et les communautés hôtes. - Manque d'espaces cultivables pour les déplacés.	face à tous ces cas d'incidents : dénonciation, référencement, contre référence, réponses. - Faire des plaidoyers auprès des autorités locales et les responsables des concessions non exploitées afin de le mettre à la disponibilité des IDPs pour le cultiver ; - Plaidoyer auprès des autorités pour les raisons de sécurité et la prise en charge des cas de violation des droits de l'homme et accès à la terre. - Assurer la gestion des cas de violation des droits Humains par des instances judiciaires - Augmenter les points d'eau.	
--	---	--

4 Analyse « ne pas nuire »

4.1.1 <i>Risque d'instrumentalisation de l'aide</i>	L'implication des leaders communautaires et des autorités politico- administratives dans tout le processus de l'assistance qui pourra être octroyée à ces communautés en besoin ne posera pas de problème d'instrumentalisation. En plus la sécurité dans la zone est assurée par les FARDC et PNC qui ont des positions et font des patrouilles.
4.1.2 <i>Risque d'accentuation des conflits préexistants</i>	Le problème étant lié au conflit ethnique entre les Lendu et les Hema, le risque peut s'aggraver si l'une de deux parties en conflit n'est pas assistée. La zone évaluée étant habitée par la communauté Hema, l'assistance ne pourra pas accentuer pas les conflits. Toutefois, comme les déplacés vivent dans les familles d'accueil en mettent une forte pression sur celle-ci, toute assistance dans la zone doit tenir compte des familles d'accueil.
4.1.3 <i>Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services</i>	Aucun marché n'est organisé dans les villages évalués. Les communautés partent s'approvisionner au marché de Bule, à environ 5km. Pour organiser les activités dans cette zone, les opérateurs économiques de Bule doivent être consultés. Le marché de Bule dispose de capacités élevées pour faire face à la demande, et cela n'aura pas d'impact négatif sur les prix.

5 Accessibilité

5.1 Accessibilité physique

5.1.1 Type d'accès

1. Bunia – Katoto - Drodoro - Bule – Tchamala – Sapali (Tchamsa) sur une distance d'environ 95 Km. Le voyage est presque de 3 heures de temps.
2. Bunia - Fataki – Bule - Sapali (Tchamsa) sur une distance d'environ 107 Km. Le voyage est presque de 3 heures 30' de temps. Les deux axes sont accessibles en toute saison par véhicule, moto bien qu'il existe quelques nids de poule sur le trajet Bule – Sapali ; cela ne rend pas impossible l'accessibilité.

5.2 Accès sécuritaire

5.2.1 Sécurisation de la zone

La sécurité sur l'axe évalué est assurée par les FARDC qui sont basées à Ngupu à la colline Rho, toutefois la situation reste imprévisible ce qui explique la concentration des militaires FARDC sur cette colline.

Le dernier incident relaté par la population et confirmé par le chef du village Ngupu en date du 23 Mars 2020, où un jeune homme âgé d'environ 20 ans était tué par flèche par des présumés miliciens lors de leur passage vers les villages d'origine à 4 km de Ngupu.

Les éléments FARDC et la PNC sont aussi pointés par la population d'être à la hauteur des tracasseries lors des patrouilles conjointes. A leur passage tout passant est dépouillé de ses biens et imposent un couvre-feu à la population qui débute vers 19 heures.

5.2.2 Communication téléphonique

L'axe est couvert partiellement par le réseau téléphonique, Vodacom et Airtel

5.2.3 Stations de radio

Les stations de radio à ondes courtes sont captées dans la zone.

6 Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

6.1 Protection

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.

Dans la zone d'origine, selon les informations issues des différents focus group organisés, plusieurs personnes affirment avoir été victimes d'extorsion des biens lors de leur fuite, d'incendie et destruction de maisons, de vol et pillage des biens, de violence physique et torture. Il y a eu aussi recrutement des enfants mineurs dans les groupes de milices et certains cas d'enlèvement.

Des incidents de violences sexuelles ont été signalés mais n'ont pas été pris en charge en croire les participants. Les personnes interrogées n'ont pas pu ressortir les chiffres pour ces incidents vu le temps déjà passé depuis la réalisation des faits.

Par ailleurs, dans la zone d'arrivée, les cas de tracasserie et extorsion de bien sont signalés ; ils sont commis par les éléments de FARDC et PNC lors des patrouilles. On note également des cas de vol et braquage sur la route et dans les champs commis par des éléments CODECO.

Dans les différents focus group, les femmes IDPs disent être victimes des violences sexuelles domestiques, ce qui les conduit aux grossesses non désirées et expose leur dignité devant les enfants suite à la promiscuité à laquelle elles sont soumises dans le site de Tchamsa, étant donné que c'est une pièce sans chambre et tout le monde dort dans la pièce. Le phénomène sexe de survie qui commence à prendre de l'ampleur, surtout pour les jeunes filles dont les parents ne sont pas en mesure de satisfaire leurs besoins.

Entretenu sur la question, le responsable du centre de Santé de Bule a enregistré depuis le début de l'année 11 cas de violence sexuelle dont Sept étaient des IDPs âgés de moins de 18 ans. Les postes de Santé reçoivent ce type de cas mais n'ont pas la capacité de prise en charge ; ils réfèrent au centre de santé de Bule.

Dans les familles d'accueil et site de déplacés, les cas de violence sexuelle sont courants mais les victimes préfèrent se taire de peur de créer des conflits entre eux, confirment les femmes dans le focus group.

La cohabitation avec les familles d'accueil n'est pas très bonne, ce qui ressort des entretiens. Les cas de bagarre sont récurrents aux points d'eau car les autochtones ne veulent pas que les IDPs puisent de l'eau avant eux, ces derniers sont qualifiés par les familles d'accueil de « SAWUKHO » pied blanc sous prétexte qu'ils ne se lavent pas.

Les sensibilisations sur la protection ont été réalisées une seule fois par le Comité des IDPs dans le site de Tchamsa (Sapali) après formation par l'ONG AVSI, malgré la présence d'INTEROS dans la zone, les besoins humanitaires dans le secteur de protection est d'une importance capitale dans cette localité.

Le recrutement des enfants dans la milice CODECO ont été signalés lors de focus group. Certains parents refusent que leurs enfants filles aillent à l'école sous prétexte qu'elles (filles) sont de bonnes gardiennes de ménages lorsque les parents partent chercher à manger dans leurs champs, dans leurs zones d'origine.

Rester à la maison les protège contre les menaces verbales faites par certaines personnes disant « je veux te tuer puis je veux violer ta fille ». Réuni en famille permet à tous les membres de se sauver lorsqu'il y a une attaque et facilite le déplacement.

Incidents de protection rapportés dans la zone

Type d'incident	Lieu	Auteur(s) présumé(s)	Nb victimes	Commentaires
Extorsion des biens	SAPALI, TSUKPA, NGUPU	Hommes en uniforme (FARDC, PNC)	Les habitants des villages et les déplacés	Pendant les patrouilles nocturnes, les populations civiles sont victimes d'extorsion de leurs biens.
Violences sexuelles	SAPALI, DHENDRO	Assaillants CODECO	7 victimes de moins de 18 ans	La milice CODECO est essentiellement responsable de tous les cas de viol enregistrés
Enlèvements	JIBA, SUMBUSO	Assaillants CODECO	2 jeunes garçons	Deux (2) jeunes garçons d'environ 20 ans ont été enlevés dans la zone de JIBA et n'ont jamais été retrouvés jusqu'à la date de l'évaluation
Recrutement d'enfants	TALIKPA, JIBA, JIBE	Assaillants CODECO	18 enfants recrutés	La milice CODECO aurait enrôlé de force des enfants dans ses rangs
Violences physiques	SAPALI, TALIKPA	FARDC et Assaillants CODECO	4 hommes	Certaines violences sont commises par les FARDC lors des patrouilles nocturnes et la majorité par les assaillants CODECO
Vols et pillages des biens	SAPALI, TSUKPA, JIBA, TALIKPA	Assaillants CODECO	Près de 150 ménages	Dans la plupart des zones de provenance des IDPs, des cas de vol et pillage des biens ont été observés

Meurtres	JIBA, TALIKPA, JIBE, DHENDRO	Assaillants CODECO	8 exécutions sommaires	
Incendies et destruction des maisons	DHENDRO, TALIKPA, JIBE, DHENDO	Assaillants CODECO	Près de 200 ménages	Dans la plupart des zones de provenance des IDPs, des incendies et destruction méchantes des maisons, écoles, centres hospitaliers ont été enregistrés

Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté	Les autochtones, les familles d'accueil et déplacés de la zone vivent en bon terme sauf en cas de puisage d'eau où il se produit de cas de querelles entre les femmes suite à l'insuffisance des points d'eau et les déplacés se voient piétiner par les autochtones.
Existence d'une structure gérant les incidents rapportés.	☒ Oui _ PNC. ☐ Non
Impact de l'insécurité sur l'accès aux services de base	Les ménages autochtones et déplacés éprouvent des sérieux problèmes pour accéder aux soins médicaux étant donné qu'ils sont payants. Les enfants déplacés ayant perdu leurs biens, dans les zones d'accueil ils éprouvent des difficultés pour avoir les kits scolaires et les matériels récréatifs, didactiques.
Présence des engins explosifs	☐ Oui, ☒ Non Mais cela reste à vérifier car les affrontements ayant eu lieu dans les zones, cela pourrait avoir certain engins explosifs, pendant les entretiens, certains affirment avoir vu des grenade en cours de route lors de leur fuite vers Ngupu
Perception des humanitaires dans la zone	Suite aux mouvements récents des populations et aux conditions difficiles auxquelles elles sont exposées, une assistance humanitaire en différents secteurs est nécessaire afin de couvrir les besoins des déplacés et familles d'accueil.

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune				

Gaps et recommandations

GAPS

- Absence d'une structure pouvant collecter les plaintes des victimes des violences et les canaliser

Recommandations

- Que les partenaires ayant de paquet protection disponible organisent des sensibilisations et formations sur la protection en générale dans la localité pour aider ces communautés à faire face aux cas d'incidents
- Faire des plaidoyers auprès des autorités locales et les responsables des concessions non exploitées afin de les mettre à la disponibilité des IDPs pour le cultiver
- Mettre en place d'instances et juridictions compétentes pour le suivi et gestion des cas de violation de droits humains.

6.2 Sécurité alimentaire

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	☐ Oui ☒ X Non			
Classification de la zone selon le IPC	☐ 1 ☐ 2 ☐ 3		☐ 4 ☒ 5	
Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise	Dans la zone d'origine, les champs et des vivres ont été pillés, incendiés, abandonnés lors du déplacement. Cette situation impacte négativement la vie de ces derniers en termes de sécurité alimentaire dans la zone de refuge. Pour survivre, certains IDPs recourent : - Aux travaux journaliers agricoles et non agricoles auprès des populations hôtes où ils sont payés en nature ou en argent. Ce sont les travaux ménagers, le transport de sable dans les chantiers. Souvent, il est rare d'en avoir - Une petite partie des IDPs recourt aux petits commerces, d'autres ne vivent que de la mendicité.			
Production agricole, élevage et pêche	Les stocks des produits agricoles que détenaient les déplacés avant le déplacement ont été pillés et même sabotés par les assaillants. Le peu d'animaux domestiques qui existaient dans leurs villages respectifs ont été tués/pillés par les mêmes éléments. Actuellement les déplacés et les familles d'accueil manquent de moyens nécessaires pour relancer leurs activités de production. Les déplacés pourraient par exemple avoir besoin des semences maraichères et vivrières pour se constituer des jardins, des champs. Les cultures les plus importantes dans la zone sont : manioc, maïs et haricot. Les autochtones pratiquent aussi l'élevage de moutons, chèvres, vaches et volailles.			
Situation des vivres dans les marchés	Les ménages recourent tous au marché de Bule situé à 5Km. Ce marché a des capacités pour couvrir les besoins en denrées alimentaires. Mais les déplacés n'ont pas de moyens suffisants pour se procurer de vivres sur le marché.			
Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise	Pour faire face à la crise, les déplacés et les familles d'accueil consomment les aliments moins coûteux/préférés ; ils réduisent le nombre de repas jusqu'à un par jour. Il faut signaler aussi que les DIPs autant que leurs familles d'accueil exercent également les travaux journaliers agricoles et non agricoles pour trouver de l'argent afin de couvrir leurs besoins alimentaires. La totalité du revenu journalier de ménages est consacré à l'achat de la nourriture			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune				Aucun acteur n'est encore positionné dans l'axe pour une réponse en sécurité alimentaire en faveur des nouveaux déplacés.
Gaps et recommandations	- Pas d'acteur présentement dans la zone pour assister ces déplacés en vivres. Nous recommandons aux acteurs ayant des capacités de bien vouloir assister en vivres, outils et semences aux déplacés et leurs familles d'accueil.			

6.3 Abris et accès aux articles essentiels

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	☐ Oui ☒ Non Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.
Impact de la crise sur l'abri	Il a été rapporté que le pillage et le vol des articles ménagers essentiels et d'autres biens de valeur était systématique lors du déplacement. En effet, presque tous les ménages ont dû fuir laissant derrière eux tous les effets. Ce départ brusque des ménages de leurs villages face aux attaques et incendies des maisons dans leurs villages d'origine n'ont pas permis aux IDPs de prendre avec eux les articles ménagers essentiels et autres biens de valeurs pouvant leurs servir dans la zone de refuge. Actuellement, déplacés dans les familles d'accueil et ceux des sites de déplacés éprouvent des difficultés pour cuisiner, puiser et stocker l'eau, se vêtir et se couvrir. En général, ces derniers éprouvent des graves difficultés pour couvrir leurs activités ménagères. En décembre 2019, avant l'entrée des déplacés dans le site de Tchamsa (Sapali), quelques ménages IDPs ont reçu l'assistance en couverture et nattes de la part de l'ONG DRC. Cette assistance a permis à ces derniers de s'installer dans leurs Abris.
Type de logement	☒ Site spontané ☒ Centre collectif ☐ Camp formel ☐ Maison propre ☐ Maison louée ☒ Famille d'accueil ☐ Maison empruntée gratuitement ☐ Pas d'information Si logement en location, indiquer le prix estimatif
Accès aux articles ménagers essentiels	Suite au mouvement soudain et inattendu, les populations déplacées n'ont pas pu prendre avec elles les articles ménagers essentiels (AME). Actuellement, elles éprouvent des difficultés pour préparer, pour puiser de l'eau, et pour couvrir leurs activités ménagères. Leurs biens ayant été pillés/volés systématiquement, ils recourent au partage avec leurs familles d'accueil qui, elles-mêmes en souffrent l'insuffisance. Pour les IDPs vivant dans les sites, ils utilisent des vieux AME en mauvais état octroyés par leurs familiers ou connaissances (églises) qu'ils se partagent au tour de rôle ce qui les amène à manger tardivement.
Possibilité de prêts des articles essentiels	Plus d'un tiers de ménages vivant dans des familles d'accueil partagent les AME soit avec les familles d'accueil ou entre eux-mêmes. Mais cependant, certaines familles d'accueils ont déclaré être perturbées par le partage des AME avec les déplacés alors qu'elles n'en détiennent que peu.
Situation des AME dans les marchés	Se référant au circuit du marché de la zone évaluée, les AME sont disponibles en quantité suffisante sur le marché de Bule situé à 5 Km, mais les déplacés n'y accèdent pas faute des moyens financiers.
Faisabilité de l'assistance ménage	L'assistance ménage ne peut pas poser de problème dans la zone évaluée. L'implication des autorités politico-administratives et coutumières locales dans le processus de l'assistance s'avère importante. Il faut noter qu'en dehors des déplacés récents il existe des anciens déplacés ayant déjà reçu une assistance (couvertures et nattes). Aussi les équipes d'intervention doivent bien sensibiliser les bénéficiaires sur l'approche (méthodologie) lors de l'intervention.

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Couvertures et nattes	DRC	Ngupu	IDPs	Dotation des nattes et couvertures à 270 ménages IDPs. Et trois paquets de Biscuits par Ménage

Gaps et recommandations

En dehors de quelques ménages déplacés ayant reçu l'assistance de DRC les autres déplacés de la zone n'ont pas encore bénéficié d'une assistance en AME depuis la crise jusqu'au moment de l'évaluation. Ils ont du mal à couvrir leurs besoins ménagers. Il en est de même pour ceux qui avaient reçu l'assistance car cela avait pris en compte seulement les couvertures et nattes.

Recommandations

- Assister les déplacés en tenant compte des familles d'accueil qui partagent avec ces derniers leurs AME
- Finaliser la construction des Abris dans la localité de Tsukpa pour permettre le désengorgement du village Ngopu et Tsukpa et dans la mesure du possible fournir du cash inconditionnel aux IDPs.
- Procéder à la construction des abris avec chambres et salon pour conserver la dignité des parents

6.4 Moyens de subsistance

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?

- ☐ Oui
☒ Non

Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.

Moyens de subsistance

Le petit commerce, l'agriculture, le peu de bétails et les autres biens de valeur (biens productifs) que détenaient les déplacés dans leurs villages d'origine ont été perdus au moment de la crise. Aujourd'hui, ils sont dépourvus donc de tous leurs moyens de subsistance.

Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées

Les déplacés recherchent des travaux agricoles et non agricoles où ils sont payés en moyenne 2000FC/jour pour se procurer à manger, soit environ 1,18\$. Ces travaux sont rares.

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune				Aucune réponse en moyens de substance au profit des déplacés de la zone depuis la récente crise

Gaps et recommandations

- Depuis la crise jusqu'au moment de l'évaluation, aucune assistance en moyens de substance n'a eu lieu au profit des déplacés ;
- Pas d'acteur présent dans la zone ;
 - Assister les déplacés et les familles d'accueil en outils aratoires et semence
 - Octroyer aux déplacés des terres cultivables
 - Initier des AGR chez les déplacés et familles d'accueil

6.5 Faisabilité d'une intervention cash (si intervention cash prévue)

Analyse des marchés	Le seul marché disponible est celui de Bule (5Km). Il dispose des capacités d'absorption de fonds qui peuvent être injectés dans la zone. Il est à noter qu'en dehors des commerçants qui sont installés à Bule, les autres viennent de Drodoro-Largu, Fataki et Bunia pour y commercialiser leurs produits. La zone étant sécurisée par les forces loyalistes, une intervention en cash ne poserait pas de problème. Cependant, l'analyse des risques doit se faire avant, pendant la mise en œuvre de ladite activité car il n'y a pas risque zéro.
Existence d'un opérateur pour les transferts	En dehors de commerçants de Bule (grossistes, semi-grossistes, détaillant, ambulants) la cité de Bule regorge aussi des différentes shops de MPSA avec des capacités. Il est à signaler que les habitants de la localité de Ngopu et ses environs sont habitués à utiliser les MPSA à partir de Bule.

6.6 Eau, Hygiène et Assainissement

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	☐ Oui ☒ Non		
Risque épidémiologique	Existence des installations sanitaire (latrines) dans la localité et site des IDPs mise en place par WHH, PPSP, DRC et TEARFUND, bien qu'en nombre insuffisants. Les personnes interviewées reconnaissent les bienfaits de ces installations exécutées en Juillet 2019. Les dispositifs de lavage de mains n'ont pas été installés après construction de ces latrines. Il n'y a pas de risque épidémiologique pour l'instant dans la zone		
Accès à l'eau après la crise	Les points d'eau sont en état de délabrement avancé par manque d'entretien et de suivi. Sept points d'eau ont été identifiés, deux d'entre eux (Cano et santé nécessitent une réhabilitation ; la canalisation des 5 autres doit être entretenus. Bien que leur débit soit faible mais la population s'en sert régulièrement. Les déplacés du site de Tchamsa (Sapali) qui s'approvisionnent en eau à une source du village sont soumis au paiement de 300 Fc par ménage pour « entretien » alors que la communauté hôte ne paye pas car elle se dit « ayant droit ». Cette situation crée des mécontentements de la part de déplacés.		
Zones	Types de sources	Ratio (Nb personnes x point d'eau)	Qualité (qualitative : odeur, turbidité)
Zone 1			
Zone 2			
Zone 3			
Type d'assainissement	Bien qu'il existe quelques latrines dans le village et dans le site de déplacement, on observe aussi des défécations à l'air libre.		Défécation à l'air libre : ☒ Oui ☐ Non

Village déclaré libre de défécation à l'air libre	☐ Oui ☒ Non			
Pratiques d'hygiène	Les pratiques d'hygiène ne sont utilisées si pas connus dans les ménages. Cela est dû à l'insuffisance de connaissances de règles d'hygiène, le manque de savons, manque des dispositifs lavage de mains et de récipients de stockage d'eau (perdu lors des déplacements répétitifs), le manque des latrines et des douches. La majorité des latrines ne sont pas hygiéniques			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Gaps et recommandations				
Gaps : - Insuffisances des points d'eau aménagés pour les communautés hôtes et déplacés ; - Faible pratique des règles d'hygiène et mauvaise gestion des déchets ; Recommandations : - Que les partenaires intervenant dans le Wash sensibilisent cette communauté pour les entretiens de leurs points d'eau et les aider à aménager certaines sources qui en méritent dans l'urgence - Dans la mesure du possible mettre en place un point d'eau dans chaque site des IDPs pour éviter les cas de bagarres aux sources dans la communauté.				

6.7 Santé et nutrition

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	☒ Oui ☐ Non
Dans la zone de santé de Fataki, l'aire de santé Bule, qui est concerné par cette évaluation est appuyée par le partenaire MEDAIR pour toutes les pathologies et en cas de transfert vers l'hôpital général de référence de Fataki. Le partenaire prend en charge uniquement les cas : de la malnutrition, de l'anémie, du paludisme, de la pneumonie et de la déshydratation. Le Poste de santé Djaimbu dans le village Donga à 2 km de Ngupu et le centre de santé de Dhendro qui fonctionne en déplacement à Ngupu ne sont pas pris en compte par l'appui de Medair. Les soins sont payant : la consultation se fait moyennant 2000fc et ne dispose pas d'infrastructure ni de capacité pour une observation, très souvent les cas d'accouchement sont pris en charge moyennant 10\$. Leurs intervention/services sont considérés comme services de « sauvetage » et dans la plupart de cas ils conseillent aux patients d'aller se faire soigner au centre de santé Bule où les soins sont gratuits. Dans les différents focus group organisés, il a été remarqué que la plupart des IDPs ne veulent plus consulter à Bule pas satisfaits de la qualité de soins. Selon eux, ils ne reçoivent que du paracétamol en cas d'observation pour toutes les maladies ce qui les décourage significativement d'aller au centre de santé. Les autres disent que le fait qu'on leur demande de payer 2000 Fc pour l'obtention de la fiche de CPN et 4000fc pour la consultation normale ne les intéressent plus d'aller à Bule car ils n'ont pas d'argent pour couvrir les soins. Cette information n'a pas été confirmée par l'IT du centre de santé de Bule qui dit que c'est juste une mauvaise conception et manque d'information des IDPS car le PMA interdit toute injection ou perfusion au centre de Sante or c'est	

ce que les IDPs aiment.

Risque épidémiologique

Bien que les soins soient gratuits pour toutes les populations de l'aire de santé de Bule, les déplacés vivent dans des conditions déplorables: pas de latrines hygiéniques, pas de douches, consommation d'eau non potable, etc.

Impact de la crise sur les services

☐ Centres de santé, occupés ou pillés
zone de départ, combien : 1 de Dhendro

Aucun

Indicateurs santé (vulnérabilité de base)

Indicateurs collectés au niveau des structures	CS Bule	Moyenne
Taux d'utilisation des services curatifs	72,075%	
Taux de morbidité lié au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans	0%	
Taux de morbidité lié aux infections respiratoires aiguës (IRA) chez les enfants de moins de 5 ans	0%	
Taux de morbidité lié à la diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans	0%	
Pourcentage des enfants de 6 à 59 mois avec périmètre brachial (PB) < à 115 mm avec présence ou non d'œdème (taux de malnutrition)	44,1%	
Taux de mortalité journalière chez les enfants de moins de 5 ans	0%	

Services de santé dans la zone

Compléter le tableau ci-dessous :

Structures santé	Type	Capacité (Nb patients)	Nb personnel qualifié	Nb jours rupture médicaments traceurs	Point d'eau fonctionnelle	Nb portes latrines
Bule	CS	10	3	7	12	-

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires

Gaps et recommandations

Gaps :

- Faible utilisation des services par la population déplacée à cause de l'éloignement du centre de santé qui assure la gratuité des soins grâce à l'intervention de MEDAIR. Le poste de santé le plus proche n'est pas pris en compte par MEDAIR
- Insuffisances de sensibilisations aux déplacés sur la consultation du centre de santé de Bule où les soins sont gratuits.
- La rupture de quelques médicaments traceurs qui constitue un risque potentiel
- 44,1% des enfants de 6 à 59 mois ont un périmètre brachial (PB) < à 115 mm avec présence ou non d'œdème

Recommandations

- Equiper le poste de santé en médicaments et matériels pour une bonne prise en charge et y assurer la gratuité pour permettre aux IDPs de se faire soigner sans trop de peine ;
- Organiser la clinique mobile dans les villages évalués pour permettre aux IDPs et famille d'accueil d'accéder aux soins facilement.
- Appuyer le Poste de Santé en kit pep pour la prise en charge des cas de Viol dans les villages
- Que les relais communautaires de l'aire de santé de Bule sensibilisent les IDPs sur la gratuité de soins et utilisation des services au centre de santé de Bule.

6.8 Education

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?

- ☐ Oui
☒ Non

Depuis la récente crise, aucune assistance n'a été livrée en faveur des enfants hors système scolaire et ceux scolarisés

Impact de la crise sur l'éducation

- ☐ Ecoles détruites, occupées ou pillées zone de départ/ zone d'arrivée, combien : **oui dans la zone de provenance des IDPs.**

Y-a-t-il des enfants déscolarisés parmi les populations en déplacement ?

- ☒ Oui,
☐ Non

Combien ? environ 1000 enfants

Estimation du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise

Dans la zone d'accueil, quatre écoles primaires ont été évaluées (EP 1 Ngupu, EP 2 Ngupu, Lenge et Dzu). Parmi elles, deux fonctionnent dans la zone de déplacement (Lenge et Dzu), dans les batiments des celles hotes (Ngupu 1 et 2), en vacation soir.

Par contre, l'EP Kpawi, une école des déplacés, n'a pas fonctionné en déplacement faute de bâtiments. Ces structures scolaires sont actuellement sans appui et certaines ne reçoivent pas de frais de fonctionnement, et vivent au prorata de paiement de parents malgré la gratuité scolaire prônée par le Chef de l'Etat de la RDC.

EP 1 Ngupu a été le centre d'accueil des IDPs lors de leur arrivée en juin 2019 avant leur déploiement dans le site de Tchamsa (Sapali), lors de ce passage l'école a enregistré d'énormes pertes des matériels scolaires et didactique et la destruction de son infrastructure. Disposant de 12 salles de classe, cette école sert des bâtiments de fonctionnement à l'EP Lenge et Dzu qui sont des écoles de provenance des IDPs à savoir dans le groupement de Dhendro. Ces écoles fonctionnent dans le milieu de refuge car elles s'étaient déplacés avec leurs personnels et élèves. Ces deux écoles fusionnent les élèves de deux classes, la quatrième année et la cinquième année et les enseignants font une alternance d'enseignement journalier. L'EP 2 Ngupu qui fonctionne au sein de l'église CECA 20 dans un même bâtiment pour 4 classes. Cette école sert pour les enfants autochtones seulement.

Effectifs des élèves dans les écoles évaluées

Aires de santé/ Localité	Ecoles évaluées	Total effectifs hôtes	Total pour les IDPs	Total Général
	EP DZU		285	L'Equipe d'évaluation n'a pas eu la possibilité d'observer ces élèves en pleine salle de classe vu le congé suite à la pandémie de COVID-19
	Ep 1 Ngupu	394	187	
	EP 2 Ngupu	168		
	EP Lenge		288	
	EP Kpawi			Cette école ne fonctionne pas par manque des bâtiments à Ngupu mais les élèves et enseignants sont

				tous présent dans le village				1 0 6 9	
	Total		562	760					
	Au regard de ce tableau nous constatons la pression des élèves IDPs au sein des écoles de la place et le village ne disposant pas assez des bâtiments d'école pour en faire face. Ces conditions ne leurs permettent pas de d'assurer le fonctionnement de qualité et approprié.								
		Nb de Ménages	Population	Enfants scolarisables	Enfants scolarisés	Taux de scolarisé	Enfants hors système	Taux de déscolarisé	
	Autochtones	310	1866	336	562	167,3%			
	IDPS	1132	6095	1097	760	69,3%			
	Pop actuelle	1442	7961	1433	1322	92,2%			
	Catégorie d'enfants déscolarisés		Total	Filles	Garçons				
	Déplacés		337	ND	ND				
	Autochtones		0	ND	ND				
Au égard de ce tableau, il est à souligner que ces écoles sont alimenter par plusieurs élèves venant des différents villages tout autour de la zone d'évaluation dont nous n'avions pas eu accès aux données mais aussi n'étaient pas concerné par l'évaluation. Ceci explique un fort taux de scolarisation chez les autochtones.									
Services d'Education dans la zone	La zone d'accueil évaluée se trouve dans la sous division de Djugu 1, division éducationnelle d'Ituri 1. Elle compte trois écoles primaires et deux qui sont en déplacement. Ces cinq structures scolaires évalués sont agréées et mécanisées.								
Capacité d'absorption	- L'EP 1 Ngupu disposent de 12 salles de classe en pisé et un bureau de direction en besoin d'être reconstruite toutes, avec 12 pupitres par classe dont environs 144 pupitres dont certains sont en mauvais état. Compte tenu de l'effectif de cette école élevé à 581 élèves, le besoin en pupitre sans dénombrer ceux qui sont en mauvais état s'élève à 124. Elle dispose de 6 latrines seulement, soit une moyenne d'une porte de latrine pour 97 enfants. - L'EP 2 Ngupu, ne dispose d'aucune infrastructure propre car elle fonctionne au sein de l'église d'où le besoin de construction et d'équipement se font sentir.								
Réponses données									
Aucune réponse n'a été accordée aux enfants déplacés et autochtones qui étudient dans ces écoles évaluées.									
Gaps et recommandations	<u>Gaps :</u> - Moins de pupitres disponibles à l'EP 1 Ngopu - Les enfants ne disposent pas d'assez de fournitures - Difficile que les enfants s'appliquent bien à l'EP 2 Ngopu qui fonctionne à l'Eglise, en plus des services de l'Eglise qui doivent aussi s'organiser en même temps <u>Recommandations :</u> - Mise en place de classes d'urgence et temporaires aux écoles en déplacement dans la localité pour permettre aux deux écoles qui fonctionnent à l'Eglise à pouvoir mieux encadrer								

les enfants ;

- Si possible construire une école d'urgence dans le site Tsukpa en pleine construction pour faciliter l'accès à l'éducation des enfants IDPs.
- Distribuer les fournitures scolaires aux enfants et des kits pédagogiques aux enseignants

7 Annexes

Annexe 1 : Contacts de l'équipe d'évaluation

N°	NOM	FONCTION	CONTACTS	
			TELEPHONE	MAIL
1	Bienvenu-Tony	M&E	0820919856	bienvenutony2@gmail.com
2	Naomie TCHOMBE		0826940043	nanaomie2003@yahoo.fr
3	SEMIRE ATOKI Isaac	Enquêteur	0827462614	heritiersemire@gmail.com
4	BUGASAKI Danny	Enquêteur	0817553155	bugasakidanny@gmail.com
5	Marcel Richard ABELI	Enquêteur	0811829030	abelikandorichard@gmail.com
6	Axel KITOGA	Enquêteur	0811673322	kitogaaxel@gmail.com
7	Olivier OPIFINI	Enquêteur	0822750054	olivierabsia@gmail.com
8	KABEGENI NGONE Francine	Enquêteur	0819765033	francingone26@gmail.com
9	ATAKURU Dieudonne	Enquêteur	0812164512	dieudonneatak89@gmail.com

Annexe 2 : Quelques Photos



De gauche à Droite focus groupe avec les femmes et les hommes dans le site de Tchamsa (Sapali) photos prise le 24 Mars 2020



De gauche à Droite focus groupe avec les femmes et les hommes dans le village de Ngupu. Photos prise le 24 Mars 2020



De gauche à Droite état de délabrement de la source d'eau Cano dans le village Ngupu. Photo prise le 25 Mars 2020



De gauche à Droite état de délabrement de la source d'eau Santé dans le village Ngupu. Photo prise le 25 Mars 2020



De gauche à Droite entretien avec l'IT de CS Bule et le Directeur de l'EP 1 Ngupu. Photo prise le 26 Mars 2020